



GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE
CHI Elbeuf Louviers Val de Reuil
Rue du Docteur Villers 76410 Saint Aubin les Elbeuf

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

**MISSION D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE
PROGRAMMATION ARCHITECTURALE POUR RECOMPOSER L'OFFRE DE
PLACES D'EHPAD SUR LE SITE DE LOUVIERS**

PROCEDURE DE CONSULTATION :

Procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Le présent document comporte 17 feuillets numérotés de 1 à 177.

En date du 28/02/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PRESENTATION DU CHI ET DES EHPAD DE LOUVIERS	4
ARTICLE 2	DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
2.1)	Parties contractantes	4
2.2)	Pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 3	OBJET DU MARCHÉ -DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1)	Objet du marché.....	5
3.2)	Tranches du marché	5
3.3)	Allotissement.....	5
3.4)	Procédure de passation.....	5
3.5)	Forme du marché	5
3.6)	Durée du marché	6
ARTICLE 4	CONTENU DE LA MISSION	6
4.1)	Préambule	6
4.2)	Contenu des éléments de mission	6
4.2.a	Analyse des besoins – Etudes préalables – Consultation – Recueil des données.....	6
4.2.b	Pré-programme	7
4.2.c	Programme fonctionnel et technique détaillé.....	7
4.2.d	Assistance du Maître d’ouvrage à la phase de consultation ou du, des concepteurs ou concepteurs réalisateurs.	8
ARTICLE 5	REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES	8
5.1)	Pièces contractuelles.....	8
5.1.a	Pièces Particulières.....	8
5.2)	Pièces générales	8
ARTICLE 6	PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION	9
6.1)	Forme des prix.....	9
6.2)	Détermination des prix.....	9
6.3)	Date de validité des offres	9
ARTICLE 7	EXECUTION DE LA MISSION	9
7.1)	Détermination des prestations	9
7.2)	Délai d’exécution.....	10
7.3)	Documents à émettre	10
	Tranche conditionnelle - Phases 4 et 5 - Assistance du Maître d’ouvrage pour la rédaction du DCE et la phase de consultation du ou des concepteurs ou concepteurs réalisateurs.	11
ARTICLE 8	Achèvement et réception des phases.....	11
ARTICLE 9	FACTURATION ET PAIEMENT.....	12
9.1)	Règlements des prestations	12
9.2)	Remise des factures	13
9.3)	Intérêts moratoires	13

9.4)	Nantissement	13
ARTICLE 10	AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE.....	14
ARTICLE 11	PENALITES.....	14
ARTICLE 12	ASSURANCES.....	14
ARTICLE 13	ARTICLE – MODIFICATION DU MARCHE.....	14
13.1)	Prestations exceptionnelles	14
13.2)	Evolution de la réglementation.....	14
ARTICLE 14	RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT	15
14.1)	Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire	15
14.2)	Résiliation pour insolvabilité	15
14.3)	Résiliation du marché pour changement économique	15
14.4)	Résiliation pour non-respect de la réglementation	15
ARTICLE 15	DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
15.1)	Clauses de propriété.....	16
15.2)	Non validité partielle et titre	16
15.3)	Renonciation.....	16
15.4)	Cautionnement.....	16
15.5)	Notification électronique	16
15.6)	Obligation du titulaire quant à son personnel	16
ARTICLE 16	REGLEMENT DES LITIGES.....	17
ARTICLE 17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	17
SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE :		17

ARTICLE 1 PRESENTATION DU CHI ET DES EHPAD DE LOUVIERS

Le CHI Elbeuf-Louviers Val de Reuil est l'établissement support du Groupe Hospitalier de Territoire Val de Seine et Plateaux de l'Eure.

Le CHI en quelques chiffres :

- 1091 lits et places
- 37377 entrées
- 81883 passages aux urgences
- 8945 interventions chirurgicales
- 1637 naissances
- 2474 salariés

Les EHPAD site de Louviers comporte 226 Lits répartis en deux secteurs :

Le premier de 156 Lits : EHPAD les Rives Saint Taurin

Le deuxième : 70 Lits au premier étage du bâtiment d'hospitalisation Ehpads les 4 saisons.

ARTICLE 2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1) Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

Le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure, représenté par l'établissement support Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, désigné ci-après « **CHIELVR** », pour son propre compte.

D'autre part,

Le fournisseur qui conclut le marché, désigné ci-après, le « **Titulaire** ».

2.2) Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de l'établissement Support au GHT :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal d'Elbeuf-Louviers/Val de Reuil.

ARTICLE 3 OBJET DU MARCHE -DISPOSITIONS GENERALES

3.1) *Objet du marché*

La présente consultation a pour objet une mission de Programmation Architecturale Pour recomposer l'offre de places d'EHPAD sur le site de Louviers.

En effet, le site de Louviers comporte 226 Lits répartis en deux secteurs :

- Le premier de 156 Lits : EHPAD les Rives Saint Taurin
- Le deuxième : 70 Lits au premier étage du bâtiment d'hospitalisation

C'est 96 résidents en chambre double et nombre un grand nombre de chambres n'ont pas de douche.

L'étude devra apporter une première réponse en matière de regroupement de ces lits d'EHPAD et une seconde réponse en matière de confort hôtelier.

3.2) *Tranches du marché*

Le marché est prévu avec des tranches conditionnelles.

- Tranche ferme : rédaction du programme
- Tranche conditionnelle 1 : rédaction du Programme Technique Détaillé.
- Tranche conditionnelles 2 : Consultation du Maître d'œuvre

Les tranches seront affirmées par une communication via la plateforme place, en cas de non réponse le message sera envoyé sur l'adresse mail présente sur l'acte d'engagement.

3.3) *Allotissement*

Le présent marché est décomposé en un lot unique.

3.4) *Procédure de passation*

Le marché public est passé par le CHIELVR, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG / P.I), issu de l'arrêté du 30/03/2024 publié Journal Officiel du 01/04/2021.

- ☐ Appel d'offres ouvert
- ☐ Appel d'offres restreint
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociation
- ☐ Dialogue compétitif
- ☒ Procédure adaptée
- ☐ Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable

3.5) *Forme du marché*

Le marché est un marché ordinaire.

3.6) Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et prendra fin lors de l'achèvement de la dernière phase de la mission comme décrit à l'article 7.2) du présent CCP.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Générale du CHIELVR. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHIELVR.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat. Il s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHIELVR dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur devra se prononcer au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du marché concernant la reconduction du marché.

Conformément à l'article R2112-4 du code des marchés publics, le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

Il pourra être résilié à une date antérieure, en application de l'article 29 du C.C.A.G. - P.I ou des conditions particulières de résiliation définies au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 4 CONTENU DE LA MISSION

4.1) Préambule

Le Programmiste devra prendre en compte pour l'exécution de sa mission les exigences suivantes du Maître d'ouvrage :

Tout au long de sa mission le programmiste interviendra devant le Comité de direction et des interlocuteurs mandatés par le directeur général afin d'exposer l'avancement et le déroulement de sa mission. Il établira les procès-verbaux des réunions où sa présence sera nécessaire et les adressera au Maître d'ouvrage.

4.2) Contenu des éléments de mission

La mission du programmiste comprend notamment les éléments suivants :

- Analyse des besoins – Etudes préalables – Consultation des professionnel – Recueil des données
- Préprogramme accompagné d'une estimation prévisionnelle des coûts d'investissement de l'opération (article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP),
- Elaboration d'un programme fonctionnel et technique détaillé.

Début prévu des études : dès bon de commande

Remise intermédiaire du pré programme : J+60 après bon de commande

Remise du programme : J+60 après validation formalisée du préprogramme

4.2.a Analyse des besoins – Etudes préalables – Consultation – Recueil des données

Cette première phase débutera par une ou des rencontres avec le Comité de direction Plus précisément les directions des EHPAD et des services techniques. Cette phase devra permettre au programmiste de s'imprégner des volontés du CHIELVR et de définir les limites du projet et de son environnement physique, culturel et financier. La consultation permettra de recueillir les avis, recommandations, données nécessaires à la compréhension du projet.

En conséquence, cette phase comprend l'ensemble des réflexions préliminaires visant à :

- Etablir un diagnostic et un état des lieux suite à visite du site,

- Mettre en évidence l'opportunité et la nécessité d'engager notre projet,
- La mise au point d'hypothèses techniques, d'implantation, budgétaires,
- La mise au point de ces hypothèses dans des scénarios,
- Positionner notre projet dans son contexte, technique, fonctionnel, administratif, juridique et réglementaire, spatial, environnemental, la HQE et en étant volontaire sur la performance énergétique de l'ouvrage à construire et à réhabiliter
- Définir ses lignes de force,
- Evaluer de façon sommaire ses conditions de réalisation,

4.2.b Pré-programme

Le pré-programme doit permettre au Maître d'ouvrage d'aborder tous les aspects stratégiques de son projet :

- Ses objectifs, ses priorités,
- La vocation du futur ouvrage,
- L'opportunité du projet,
- Les principes d'exploitation et de maintenance du futur ouvrage,
- Les espaces et les surfaces à aménager,
- La faisabilité spatiale du projet, sa localisation, son implantation,
- Sa faisabilité dans le temps, son enveloppe financière prévisionnelle,
- Les surcoûts d'exploitation.

Le pré-programme doit permettre au Maître d'ouvrage de mettre en évidence les différentes alternatives (construction, rénovation,), si nécessaire divers scénarios de projet

4.2.c Programme fonctionnel et technique détaillé

Le programme sera l'expression de la commande du Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre et constituera l'outil de référence pour la présentation du projet. Il devra être clair et précis.

Le programme doit permettre au concepteur de trouver très vite l'idée force, le parti à adopter.

A ce titre, il est précisé que le programme qui sera mis au point est censé ne pas devoir connaître, postérieurement au concours, des modifications et des compléments, et qu'il restera opposable à l'équipe de concepteurs retenue jusqu'à la livraison de l'équipement.

Le programme intégrera donc des données techniques précises.

La programmation est présentée ici comme une méthode de travail, une manière systématique d'aborder les problèmes, de les analyser, de les présenter sous forme directement compréhensible par les différents intervenants, de contrôler la conception au niveau de l'Avant-Projet.

Le programmiste a donc un rôle d'aide à la décision concernant les choix à opérer par le maître d'ouvrage.

Le programme fera l'objet d'une présentation pour validation au Maître d'ouvrage Le programmiste devra définir dans une note méthodologique détaillée qui reprend :

- Les objectifs du Maître d'ouvrage
- Les caractéristiques générales des futurs ouvrages, leurs compositions fonctionnelles,
- Le détail de tous les espaces, leur articulation, en précisant notamment pour l'espace hébergement, les exigences d'habitabilité, de confort (visuel), d'acoustique, thermique, sanitaire,
- L'orientation HQE de la construction,
- La compatibilité au regard des règles d'urbanisme,
- Le calendrier prévisionnel de l'opération,

- Le coût d'investissement de l'opération (travaux, concours, honoraires et divers), les coûts de maintenance et d'exploitation

4.2.d Assistance du Maître d'ouvrage à la phase de consultation ou du, des concepteurs ou concepteurs réalisateurs.

Le mode de réalisation de l'ouvrage n'étant à ce stade pas déterminé, programmiste conseillera le maître d'ouvrage sur le mode de réalisations les plus adaptés.

Le programme, intégré dans le dossier de Concours, aura pour objectif de permettre au candidat d'élaborer une esquisse du projet, conforme aux ambitions du CHIELVR.

Il appartient au programmiste de produire les pièces contractuelles nécessaires (CCAP, CCTP, RC, AE).

ARTICLE 5 REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES

5.1) Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents par ordre de priorité énumérés ci-après :

5.1.a Pièces Particulières

- L'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil fait seule foi
- La note méthodologique établie par le titulaire

Ces pièces n'auront un caractère contractuel qu'après notification au titulaire du marché. En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emportera sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCP.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché public.

5.2) Pièces générales

La réglementation régissant les marchés est la suivante :

- Le code de la commande publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) passés au nom des collectivités locales et de leurs établissements publics, arrêté du 30/03/2021.
- Le cahier des Charges des Normes Françaises (AFNOR) ou similaire dans les états membres, applicable aux fournitures concernées.
- La réglementation concernant la protection des travailleurs.

Les textes à appliquer sont ceux en vigueur, le premier jour du mois de la date limite de réception des offres. Ces textes, réputés connus du titulaire ne sont pas joints au dossier d'appel d'offres. Ils peuvent être retirés auprès de la Direction des Journaux Officiels - 26 Rue Desaix – 75727 PARIS Cedex 15.

ARTICLE 6 PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION

6.1) Forme des prix

Le marché est traité à prix forfaitaires fermes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également tous les frais afférents (reprographie, déplacements etc...) à la bonne exécution du marché, même si des prestations n'ont pas été explicitement détaillées dans le C.C.P.

A cet effet, le titulaire est réputé s'être rendu sur les lieux si nécessaire avant l'établissement de son prix et avoir pris connaissance de tous les éléments pouvant influencer sur sa proposition.

6.2) Détermination des prix

Ils seront réputés fermes et établis sur la base des conditions économiques du mois précédent celui de la date limite de réception des offres.

6.3) Date de validité des offres

La date de validité des offres est fixée à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 EXECUTION DE LA MISSION

Le programmiste devra prendre en compte pour l'exécution de sa mission les exigences suivantes du Maître d'Ouvrage :

Tout au long de sa mission le programmiste interviendra devant le Comité de direction et des interlocuteurs mandatés par le directeur général afin d'exposer l'avancement et le déroulement de sa mission. Il établira les procès-verbaux des réunions où sa présence sera nécessaire et les adressera au Maître d'ouvrage.

7.1) Détermination des prestations

La mission se décompose de la manière suivante :

- Phase Pré-opérationnelle / Analyse des besoins – Etudes préalables – Consultation – Recueil des données
- Phase de Synthèse - Pré-programme
- Phase de formalisation du Programme
- Phase de validation du Programme
- Phase de réalisation du document programme

Les prestations de présentation et de commentaires des documents sont réputées incluses dans le présent marché.

Les documents relatifs à chaque élément de mission sont remis par le titulaire au maître de l'ouvrage (MO) pour vérification et réception, en trois exemplaires papiers. En complément, les documents seront remis sur les supports suivants :

Un exemplaire papier et un exemplaire au format numérique modifiable. Word et Excel pour les pièces écrites, DWG pour les plans

7.2) **Délai d'exécution**

PHASE	Eléments de mission	Délais	Début	Fin
TRANCHE FERME	1. Phase Pré-opérationnelle	30 jrs	Date de notification du marché	Validation par le MO
	2. Phase de rédaction du Préprogramme	20 jrs	Date de validation par le MO de l'élément de mission précédent	Validation par le MO
	3. Phase de formalisation du Programme	10 jrs		Validation par le MO
	4. Phase de validation du Programme	2 semaines		Validation par le MO
TRANCHE CONDITIONNELLE N°1	5. Phase de réalisation du document Programme Technique Détaillé	60 jrs	Date de validation par le MO de l'élément de mission précédent	Remise du programme et de ses annexes au MO
TRANCHE CONDITIONNELLE N°2	6. rédaction du DCE du concepteur ou concepteur réalisateur	3 semaines		Validation par le MO
	7. Phase assistance au Maître d'ouvrage pour le choix du, des Concepteurs ou concepteur-réalisateur	Durée de la procédure	Remise au titulaire des projets des candidats	Remise d'un document de synthèse au MO

7.3) **Documents à émettre**

Il sera demandé à chaque phase :

- une estimation des coûts du projet,
- en annexe un tableau de synthèse des entretiens et réunions : pour chaque entretien indiquer la date, les personnes présentes, les dysfonctionnements et problèmes soulevés et les demandes exprimées. Le but est de disposer d'un outil de traçabilité des demandes, qui pourra servir lors de l'élaboration du projet, mais également ensuite pendant les premiers mois de la vie de l'ouvrage.
- le livrable de la phase

Les prestations de présentation et de commentaires des documents sont réputées incluses dans le présent marché.

Les documents relatifs à chaque élément de mission sont remis par le titulaire au maître de l'ouvrage (MO) pour vérification et réception :

- en trois exemplaires papiers.
- en un exemplaire au format numérique modifiable. Word et Excel pour les pièces écrites, DWG pour les plans.

Diffusion du programme :

Le programme est destiné à être diffusé au concepteur en tant que « cahier des charges », document contractuel devant servir de base à l'établissement de l'Esquisse et de l'Avant-Projet Sommaire du bâtiment pour le concepteur, à la pré-étude des équipements et à la pré-étude du fonctionnement de l'organisme pour l'utilisateur.

Les rapports ou compte rendus de réunion seront diffusés en nombre d'exemplaires suffisant à toutes les personnes concernées.

Tranche conditionnelle - Phases 4 et 5 - Assistance du Maître d'ouvrage pour la rédaction du DCE et la phase de consultation du ou des concepteurs ou concepteurs réalisateurs.

Le mode de réalisation de l'ouvrage n'étant à ce stade pas déterminé, le programmiste conseillera le maître d'ouvrage sur le mode de réalisation le plus adapté.

Le programme, intégré dans le dossier de Concours, aura pour objectif de permettre au candidat d'élaborer une esquisse du projet, conforme aux ambitions du CHIELVR.

Il appartient au programmiste de produire les pièces contractuelles nécessaires (CCAP, CCTP, RC, AE).

ARTICLE 8 Achèvement et réception des phases

La date de remise des documents marque l'achèvement du délai d'exécution de la phase considérée.

Le maître d'ouvrage prononce la réception de chaque élément de mission par tout moyen traçable (télécopie, courriel, lettre recommandée avec accusé de réception).

En application de l'article 27 du CCAG-PI, à l'issue des vérifications, le maître de l'ouvrage prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des documents d'études.

En l'absence de réception formalisée d'un élément de mission par le maître d'ouvrage, cet élément est réputé accepté dans un délai de **10 jours à compter de la fin de la phase correspondante**, sous réserve que le prestataire ait remis l'intégralité des documents requis par cet élément de mission.

Dans le cas où le CHIELVR estimerait que les documents ne sont pas conformes aux termes du présent marché, il doit en informer le titulaire **par courrier recommandé dans un délai maximal de 8 jours** à compter de leur remise, à défaut de quoi les dits documents sont réputés acceptés.

Le titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHIELVR, il lui appartient de signaler **par courrier recommandé** tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais.

Le délai de la phase concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHIELVR des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

ARTICLE 9 FACTURATION ET PAIEMENT

Conformément à la réglementation, en vigueur, le marché est conclu en euros.

9.1) Règlements des prestations

Chaque phase de la prestation donnant lieu à réception séparée, le règlement y afférent constitue un paiement partiel définitif.

Le règlement des prestations est conditionné à la réception et à la validation par le Maître d'Ouvrage des documents de la phase.

Les factures seront soldées au fur et à mesure de l'exécution du marché sur la base suivante :

Eléments de mission	Paie ment
TRANCHE FERME	
1. Phase Pré-opérationnelle	15%
2. Phase de synthèse et du Pré-programme	25%
3. Phase de formalisation du Programme	20%
4. Phase de validation du Programme	10%
5. Phase de réalisation du document Programme	30%
TRANCHE CONDITIONNELLE N°1	
5. Phase de réalisation du document Programme Technique Détaillé	100%
TRANCHE CONDITIONNELLE N°2	
6. Rédaction du DCE	40%
7. choix du, des concepteurs ou concepteurs réalisateurs	60%

Les règlements seront effectués par voie de mandat administratif, après réception de la facture, au compte indiqué dans l'acte d'engagement par le comptable assignataire du C.H.I.E.L.V.R. : le Trésorier Principal des Finances

Conformément aux dispositions des articles n°R2192 relatifs au délai maximum de paiement et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai de paiement est fixé à 50 jours à partir de la date de réception de la demande de paiement par le GHT.

Toutefois, ce point de départ pourra être la date d'exécution des prestations lorsqu'elle sera postérieure à la date de réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution seront constatées par le GHT. A défaut, ce sera la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui fera foi. En cas de litige, il appartiendra au titulaire d'administrer la preuve de cette date.

Le délai global de paiement, tel que défini aux articles n°R2192 du code de la commande publique, pourra être suspendu.

Cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précisera les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement sera alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le GHT, un nouveau délai global sera ouvert : il sera de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension, si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de changement du compte de règlement, le titulaire du marché doit impérativement, avant toute nouvelle facturation, adresser au CHIELVR un courrier indiquant qu'il désire être payé à un nouveau compte que celui indiqué dans le marché, en joignant un relevé d'identité correspondant à ce nouveau compte.

9.2) Remise des factures

Après chaque phase une facture sera établie et adressée OBLIGATOIREMENT **via le portail CHORUS PRO** code service **ECO**.

La facture comportera les indications suivantes :

- _ Les noms et adresses du créancier
- _ L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
- _ Le numéro du bon de commande
- _ Le numéro et la date du marché
- _ La description de la marchandise livrée/de la prestation
- _ la date de livraison/d'intervention
- _ Le montant hors TVA de la fourniture/de la prestation
- _ Le taux et le montant des taxes
- _ Le montant total des fournitures livrées/des prestations effectuées

9.3) Intérêts moratoires

Le défaut de paiement, dans les délais prévus à l'article 9.1) du présent C.C.P., fait courir de plein droit, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement tel que défini dans l'article 9.1) du présent C.C.P.

Le taux des intérêts moratoires qui s'appliquera sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4) Nantissement

Afin de permettre l'application du régime de cession ou de nantissement des créances résultant d'un marché, sont désignés :

Comme personne compétente pour fournir les renseignements indiqués section 5 des articles n°R2191 du code de la commande publique : **Le pouvoir adjudicateur.**

Comme comptable assignataire : **Madame la Responsable de la trésorerie hospitalière de Sotteville-Lès-Rouen**

ARTICLE 10 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant fixé est supérieur au seuil de 50 000 € HT. Cependant, le titulaire peut refuser le versement de l'avance forfaitaire.

Le calcul du montant de l'avance devra, dans tous les cas, respecter les dispositions des articles n°R2192 du code de la commande publique.

Le titulaire sera dispensé du versement d'une retenue de garantie.

ARTICLE 11 PENALITES

Dans le cas de manquements aux obligations du présent CCP, le titulaire du marché subira une pénalité de 500 € HT par jour de retard.

En cas de non-respect des obligations du présent CCP, le CHIELVR, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls de l'attributaire du présent marché.

En cas de refus de l'attributaire de réaliser une opération commandée dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, le CHIELVR se réserve le droit de commander et de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 ASSURANCES

Le titulaire du marché sera tenu d'être couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché public.

ARTICLE 13 ARTICLE – MODIFICATION DU MARCHE

13.1) Prestations exceptionnelles

Tout avenant doit obligatoirement intervenir par écrit et être signé par les deux parties. Il fait alors partie intégrante du marché. Il sera fait application des articles n°R2194 du code de la commande publique.

13.2) Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le GHT pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 14 RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT

Le GHT se réserve droit de résilier le marché, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire et ce comme indiqué au chapitre 7 du C.C.A.G.- P.I.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques telles que définies à l'article 7.1) du présent CCP sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'une indemnité.

14.1) Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire

En cas de manquement du titulaire dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du marché, le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure se réserve le droit de commander et de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation pour une inexécution de ses obligations par le titulaire, cette résiliation n'emporte aucun droit à l'indemnité de quelque nature que ce soit pour le titulaire.

14.2) Résiliation pour insolvabilité

Si le titulaire est déclaré en état de cessation de paiements ou est engagé dans toute procédure ayant pour objet de constater la cessation de paiement, le GHT pourra alors, dans les conditions du droit applicable, résilier immédiatement le marché par notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation aura lieu de plein droit et sans formalité.

Les prestations commandées et en cours seront payées en fonction de leur état d'avancement, estimées d'un commun accord.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation, Il sera fait application de l'article 30.2 du C.C.A.G. – P.I.

14.3) Résiliation du marché pour changement économique

En cas de changement de réglementation ou de toute décision des organismes de tutelle ayant un impact tel sur l'activité du GHT que l'intérêt du GHT au marché et l'équilibre économique du marché soient gravement atteints, le GHT pourra demander la résiliation totale du marché.

14.4) Résiliation pour non-respect de la réglementation

Le titulaire s'engage à respecter les normes juridiques en vigueur. Le titulaire reconnaît que cet engagement de sa part est un engagement essentiel et que son non-respect justifierait la résiliation du marché à ses torts.

ARTICLE 15 DISPOSITIONS DIVERSES

15.1) *Clauses de propriété*

Les documents de toute nature produits par le titulaire dans le cadre de la présente convention sont librement utilisables par CHIELVR aux fins qu'il jugera utiles, sans que le titulaire puisse émettre aucune réserve.

Toutefois, le titulaire serait fondé à s'opposer à ce libre usage si le CHIELVR manquait à ses obligations de rémunération de la mission.

15.2) *Non validité partielle et titre*

Si l'une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues en tout ou partie pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que le GHT ou le titulaire pourront d'un commun accord convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

15.3) *Renonciation*

Le fait pour le GHT de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire du marché à l'une quelconque des obligations visées dans le marché, ne saurait être interprété, pour l'avenir, comme une renonciation à bénéficier de l'obligation en cause. Le retard ou l'omission par le GHT à faire valoir un droit ne peut altérer le droit en question ni même être considéré comme une renonciation à son exercice.

15.4) *Cautionnement*

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement

15.5) *Notification électronique*

Le GHT se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché public (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur du pouvoir adjudicateur sera utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

15.6) *Obligation du titulaire quant à son personnel*

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du titulaire, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées par la Direction de l'établissement.

ARTICLE 16 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation du présent marché, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément au chapitre 8 du C.C.A.G.-P.I.

Cette procédure de conciliation ou de tentative de règlement à l'amiable du litige pourra être réalisée par l'application de l'article 37 du C.C.A.G.-P.I.

En cas de litige, le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rouen (76 Seine Maritime) – France.

ARTICLE 17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

CCP	CCAG	Objet
5.1)	4.1	Pièces contractuelles
ARTICLE 11		Pénalités
ARTICLE 8	26.1	Délai de vérification

DATE :

SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE :

Précédés de la mention "lu et approuvé"